

NDDL. L'Association des maires dit oui au transfert

L'Association des maires de Loire-Atlantique prend position en faveur du transfert de l'aéroport. Les signataires représentent 85 % de la population concernée par la consultation du 26 juin.

Si 116 maires du département lancent un appel « à aller voter oui » pour l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, c'est parce qu'ils sont « soucieux de l'avenir de leurs habitants et de leur commune ». Pour Maurice Perrion, maire de Ligné et président des maires et présidents de communautés de communes de Loire-Atlantique, la prise de position de l'association est dans la logique du mandat municipal. « Nous sommes les élus les plus proches de nos concitoyens et avons toute la légitimité pour nous positionner. »



116 maires sur 212

Un positionnement décidé en conseil d'administration : « Oui ou non, ce n'est pas peut-être ! » Sur 212 adhérents, « nous sommes 116 à soutenir le oui et représentons plus de 85 % de la population du département » (la liste sur quest-france.fr) Ne pas en déduire que les autres disent non. « D'autres n'ont pas voulu se positionner. » Ils sont d'ailleurs appelés par les 116 signataires à rejoindre leur démarche. « Nous sommes convaincus que le transfert de l'aéroport est un investissement d'avenir, essentiel pour l'emploi. » L'engagement est de droite comme de gauche, avec les maires des communes les plus importantes dans ce mouvement « collectif qui n'est pas politique ». Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente de Nantes métropole, insiste sur l'importance de l'expression locale avec un avenir qui se décide « ici et pas à Paris ». Elle rappelle l'incidence sur l'aménagement du territoire, « le doublement des emplois » autour la zone aéroportuaire actuelle, l'intérêt environnement avec « 90 fois moins de personnes exposées au bruit », la création « d'une forêt urbaine », la possibilité de construire des logements sans rogner encore « en deuxième et troisième couronnes » de l'agglomération nantaise. Elle constate

que le projet est devenu « un emblème à Paris ». Pour les maires, il convient donc de « rappeler le fond du projet avec ses objectifs de développement, de décider ici de l'avenir de leur territoire ». Les maires favorables au transfert ne se contentent pas d'une signature. Pour la plupart, ils vont « lancer le débat dans leur commune pour aller chercher la majorité silencieuse ». À Saint-Aignan-de-Grandlieu, commune riveraine de l'actuelle piste de Nantes Atlantique, une manifestation pour réclamer le transfert est prévue le samedi 4 juin. Dans cette campagne en faveur du transfert, Joseph Parpaillon, maire divers droite d'Orvault, s'engage avec la gauche et le PS. Avec le camp du oui qui s'exprime « dans le respect sans fracasser une voiture ou faire des dégâts en ville » et a déjà été « beaucoup trop en retrait ».

Jean-François MARIVAL.